



Brèves économiques de la CEI

Moscou, le 2 février 2018

© DG Trésor

FAITS SAILLANTS

Russie

- **Activité.** Lors d'une rencontre avec les membres du Conseil économique de la CCI France-Russie, le Président russe V. Poutine a annoncé que la croissance du PIB s'était élevée à 1,4% en 2017.
- **Notations.** L'agence de notation Moody's a confirmé la notation souveraine du pays à Ba1, mais a amélioré ses perspectives de stables à positives.
- **Sanctions.** Le 29 janvier 2018, le département du Trésor des États-Unis a publié le «rapport de Kremlin» où figurent 210 personnes dont 96 hommes d'affaires et 114 fonctionnaires russes. La mise en œuvre ultérieure de sanctions à leur encontre serait éventuellement possible. *Voir annexe*

Ukraine

- **Position externe.** Le déficit du compte courant s'est élevé à 3,8 Mds USD en 2017, soit une hausse de 8,5% en g.a. selon la Banque centrale d'Ukraine.

Biélorussie

- **Notations.** L'agence de notation Fitch a revu à la hausse la note souveraine de long terme en devises locales et étrangères du pays de B- à B, avec perspectives stables.
- **Politique monétaire.** Dans un contexte de ralentissement de l'inflation (4,6% en 2017), la Banque centrale a annoncé l'abaissement de son taux directeur de 11% à 10,5% à compter du 14 février 2018.

Kazakhstan

- **Inflation.** L'inflation a atteint 6,8% en janvier 2018 en g.a. contre 7,1% en 2017.

Moldavie

- **Politique monétaire.** Le 30 janvier 2018, la Banque centrale a maintenu son taux directeur à 6,5%, mentionnant l'absence de risques inflationnistes.

Tadjikistan

- **Activité.** D'après les données de la Banque centrale, le PIB a crû de 7,1% en g.a. en 2017.

Russie

- **Activité (1).** Lors d'une rencontre avec les membres du Conseil économique de la CCI France-Russie, le Président russe V. Poutine a annoncé que la croissance du PIB s'était élevée à 1,4% en 2017.
- **Activité (2).** L'indice PMI du secteur manufacturier a atteint 52,1 points en janvier 2018, contre 52 en décembre 2017. Un indice au-dessus de 50 points correspond à une progression de l'activité manufacturière.
- **Notations.** L'agence de notation Moody's a confirmé la notation souveraine du pays à Ba1, mais a amélioré ses perspectives de stables à positives.



- Sanctions. Le 29 janvier 2018, le département du Trésor des États-Unis a publié le «rapport de Kremlin» où figurent 210 personnes dont 96 hommes d'affaires et 114 fonctionnaires russes. La mise en œuvre ultérieure de sanctions à leur encontre serait éventuellement possible. *Voir annexe*
- Secteur bancaire. La première banque russe en termes d'actifs Sberbank, est en discussion avec Emirates NBD sur la vente de sa filiale turque Denizbank. Pour rappel, en octobre 2014, les États-Unis ont levé les sanctions sur DenizBank détenue à 99,85% par Sberbank.

Ukraine

- Commerce international. Les exportations et importations de biens ont progressé de respectivement 19% et 21% en 2017, s'établissant à respectivement 39,9 Mds USD et 49 Mds USD. Le déficit de la balance des biens s'est ainsi creusé de 31% en g.a. à 9,1 Mds USD.
- Endettement public. La dette publique totale (directe et garantie) de l'Ukraine s'est élevée à 76,31 Mds USD à fin 2017 (environ 73% du PIB 2017 prévisionnel), soit une hausse, en 2017, de 7,5%.
- Position externe. Le déficit du compte courant s'est élevé à 3,8 Mds USD en 2017, soit une hausse de 8,5% en g.a. selon la Banque centrale d'Ukraine.
- Salaires. Les salaires réels ont progressé de 18,9% en décembre 2017 en g.a. contre 21,4% en novembre 2017.

Biélorussie

- Notations. L'agence de notation Fitch a revu à la hausse la note souveraine de long terme en devises locales et étrangères du pays de B- à B, avec perspectives stables.
- Politique monétaire. Dans un contexte de ralentissement de l'inflation (4,6% en 2017), la Banque centrale a annoncé l'abaissement de son taux directeur de 11% à 10,5% à compter du 14 février 2018.
- Position externe. En 2017, la dette publique externe a augmenté de 22,6% (soit 3,1 Mds USD) pour atteindre, au début 2018, 16,7 Mds USD (32% du PIB 2017 prévisionnel).

Kazakhstan

- Inflation. L'inflation a atteint 6,8% en janvier 2018 en g.a. contre 7,1% en 2017.

Moldavie

- Budget. Selon le ministère de Finances, le déficit du budget d'Etat 2017 s'est élevé à 1,5 Mds MDL soit 83 M USD (1% du PIB prévisionnel 2017), en baisse de 55% par rapport au budget de 2016.
- Flux de capitaux. Les transferts de migrants entrants ont atteint 1,2 Md USD en 2017 (15% du PIB 2017 prévisionnel), soit une hausse de 11,2% en g.a.
- Politique monétaire. Le 30 janvier 2018, la Banque centrale a maintenu son taux directeur à 6,5%, mentionnant l'absence de risques inflationnistes.
- Prévisions. La Banque centrale prévoit une inflation moyenne de 3,7% en 2018 et 4,7% en 2019.

Kirghizstan

- Budget. Selon les données du ministère de Finances kirghize le déficit du budget républicain en 2017 s'est élevé à 17,4 Mds KGS (environ 252,5 M USD) soit 3,6% du PIB 2017 prévisionnel.

Ouzbékistan

- Institutions internationales. La Banque mondiale a annoncé qu'elle financerait certains projets en Ouzbékistan en 2018 pour un montant de 840 M USD dont 140 M USD pour l'augmentation de l'efficacité des réseaux du chauffage central, 200 M USD pour l'augmentation de l'efficacité énergétique des PME industrielles, 500 M USD pour l'augmentation de la productivité dans le secteur de la culture des fruits et légumes.

Tadjikistan

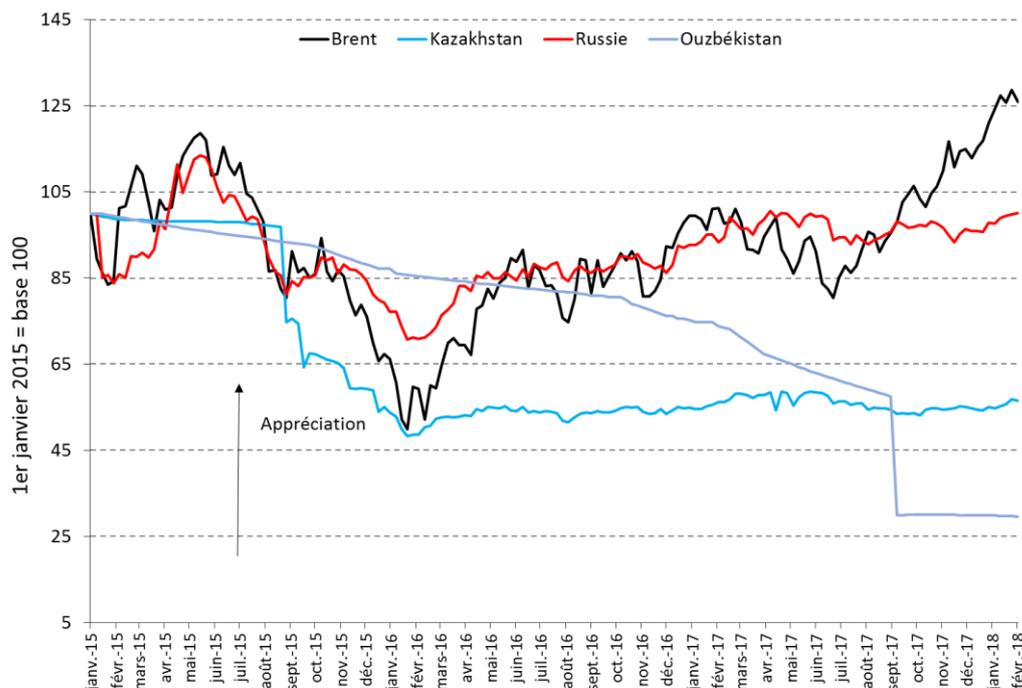
- Activité. D'après les données de la Banque centrale, le PIB a crû de 7,1% en g.a. en 2017.



Evolution des devises des pays de la zone CEI

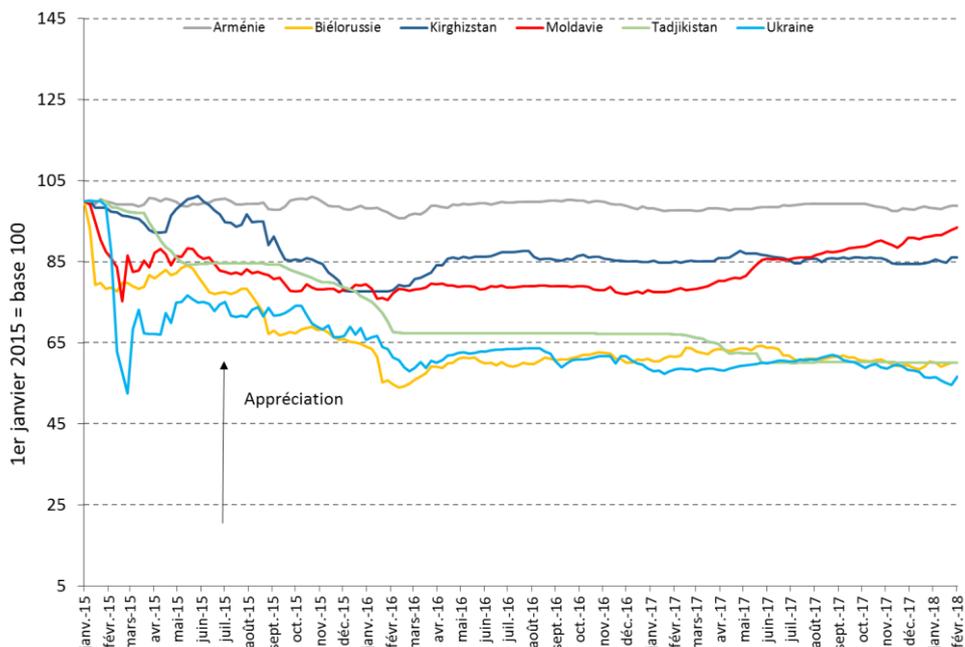
Graphique 1 :

Evolution du taux de change moyen hebdomadaire des pays exportateurs d'hydrocarbures par rapport au dollar, ainsi que du cours du pétrole (Brent) depuis janvier 2015



Graphique 2 :

Evolution du taux de change moyen hebdomadaire des pays non exportateurs d'hydrocarbures par rapport au dollar depuis janvier 2015

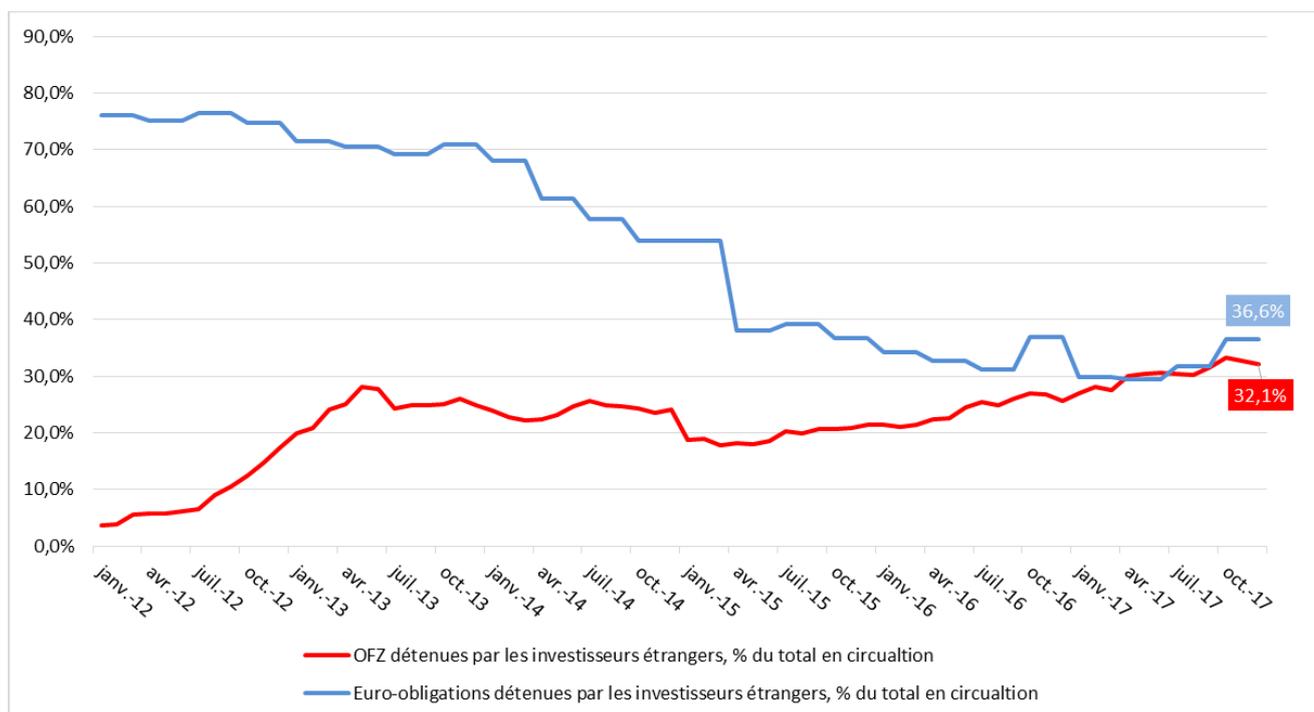




Annexe – Sanctions éventuelles contre la dette russe

Selon la Gouverneure de la Banque centrale de Russie E. Nabioulina, la BCR a estimé que les sanctions éventuelles contre la dette publique russe (interdiction d'acheter de nouvelles obligations et de détenir celles déjà émises) pourraient provoquer une volatilité uniquement à court terme sur le marché financier. D'après la Banque centrale de Russie, les investisseurs étrangers détiennent plus de 30% des obligations de la dette fédérale (OFZ) russes et plus de 35% des euro-obligations souveraines.

Graphique : OFZ et euro-obligations détenues par les investisseurs étrangers depuis janvier 2012



Source : Banque centrale de Russie

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Moscou (adresser les demandes à moscou@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SER de Moscou

Adresse : Service Économique Régional de Moscou
45, Bolchaya Iakimanka, 115127
Moscou - Russie

Responsable de la publication : M. Philippe Brunel

Rédigé par : M. Evguéniy Razdorskiy

Revu par : M. Julien Gebel

Version du 02/02/2018 –

Version originale